

## Le « trumpisme » en politique étrangère : vision et pratique

Par **Martin Quencez**

**Martin Quencez** est chercheur et directeur adjoint du bureau parisien du German Marshall Fund of the United States.

En 2016, Donald Trump s'est présenté comme le candidat de la rupture et, une fois élu, il s'est évertué à déconstruire l'héritage de ses prédécesseurs. Sa vision du monde est fondée sur la conviction que les États-Unis sont floués par leurs alliés et que les institutions multilatérales desservent les intérêts américains. Il a cherché à remettre en question l'ordre international qu'il juge comme autant de contraintes à la puissance américaine, et à faire entrer les États-Unis dans une ère de confrontation géopolitique avec la Chine.

**politique** étrangère

L'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche en janvier 2017 annonçait le début d'une nouvelle ère. Durant la campagne, le candidat républicain n'avait laissé aucun doute sur sa volonté de rompre avec les administrations passées, y compris en matière internationale. « Notre politique étrangère est un désastre total<sup>1</sup> », déclarait-il en avril 2016, listant une longue série « d'humiliations » récentes subies par son pays. Alors qu'approche l'élection présidentielle de novembre 2020, un bilan s'impose.

Après 3 ans et demi d'exercice du pouvoir, il apparaît que Trump est bien porteur d'une vision et d'une pratique de politique étrangère inédites, vecteurs d'une transformation profonde du leadership américain dans le monde. Les obsessions du président – importance de la souveraineté nationale et méfiance vis-à-vis des organisations multilatérales, volonté de déconstruire l'héritage de Barack Obama – s'alignent par

---

1. « Transcript: Donald Trump Foreign Policy Speech », 27 avril 2017, disponible sur : [www.nytimes.com](http://www.nytimes.com).

ailleurs souvent sur celles d'un Parti républicain en pleine mutation idéologique. Le style imprévisible de Trump, et la mise au pas de l'administration, ont aussi structuré la mise en œuvre des fondamentaux de la politique *America First*.

L'histoire de l'administration Trump à l'international est d'abord celle de la déconstruction de l'idée même d'une « communauté internationale<sup>2</sup> », et du rapport entre les intérêts américains et l'ordre international libéral. C'est également l'histoire d'une volonté de passer des *deals* qui pourraient être présentés à la population américaine comme autant de victoires. C'est, enfin, l'histoire d'un leadership américain transformé dans le contexte d'une compétition politique, militaire et économique avec la Chine.

### L'émergence d'une vision « trumpiste » des relations internationales

Pour les analystes les plus critiques, il serait vain de chercher une cohérence dans la politique étrangère de Donald Trump. Au-delà de quelques marottes personnelles, il ne proposerait pas une véritable *politique étrangère*<sup>3</sup>. Sa conduite chaotique de l'appareil administratif<sup>4</sup>, et la complexité même de l'environnement stratégique contemporain<sup>5</sup>, ne permettraient pas d'identifier une approche cohérente des affaires extérieures. La seule constance du président serait d'ailleurs sa capacité à changer d'avis<sup>6</sup>. Dans ce contexte, chercher à définir un trumpisme en politique étrangère, voire une doctrine Trump, relèverait d'une véritable gageure<sup>7</sup>.

Pourtant, Donald Trump a bien une vision du monde. Elle apparaît dans les idées présentées par le candidat républicain durant la campagne de 2016 et dans ses nombreuses interventions publiques depuis les années 1980. Pour Thomas Wright, directeur du centre sur les États-Unis et l'Europe à la Brookings Institution, Donald Trump est au contraire remarquablement constant dans ses prises de position. Il considère que les

2. G. Cohn et H. R. McMaster, « America First Doesn't Mean America Alone », *The Wall Street Journal*, 30 mai 2017, disponible sur : [www.wsj.com](http://www.wsj.com).

3. F. Zakaria, « Trump Does Not Have a Foreign Policy, He Has a Series of Impulses », *The Washington Post*, 10 janvier 2020, disponible sur : [www.washingtonpost.com](http://www.washingtonpost.com).

4. Voir les commentaires de Richard Haas dans : Y. Appelbaum, « Trump's Foreign Policy "Adhocacy" », *The Atlantic*, 27 juin 2017.

5. P. Dubrowski et S. Reich, « Does Donald Trump Have a Grand Strategy? », *International Affairs*, vol. 93, n° 5, 2017, p. 1013-1037.

6. M. Boot, « The Only Constant with Trump Is that He Always Changes His Mind », *The Washington Post*, 5 avril 2019, disponible sur : [www.washingtonpost.com](http://www.washingtonpost.com).

7. « Je ne sais pas quelle est la doctrine Trump, ou même quelle est sa politique étrangère au-delà d'une quête incessante pour démontrer [...] qu'il est un *winner* ». Jeremy Shapiro dans T. Harshaw, « NATO Is Dead. Long Live NATO », *Bloomberg Opinion*, 30 mars 2019, disponible sur : [www.bloomberg.com](http://www.bloomberg.com).

États-Unis sont floués par leurs alliés, que l'économie mondiale joue contre les intérêts américains, et assume une certaine fascination pour les leaders autoritaires<sup>8</sup>. Enfin, Donald Trump est particulièrement attentif aux symboles et à la notion même de respect<sup>9</sup>. Dans une interview de 1980, il résumait ainsi ce que devraient être les États-Unis : « Un pays respecté par les autres<sup>10</sup>. » Près de quarante ans plus tard, le président Trump ouvre son troisième discours sur l'état de l'Union en déclarant : « Notre pays est à nouveau respecté<sup>11</sup>. » Son action à l'international est en effet guidée par une idée fixe : ses prédécesseurs à la Maison-Blanche ont laissé les autres nations profiter de leur naïveté et manquer de respect à l'Amérique, participant de ce fait au déclin des États-Unis dans le monde.

Sur le plan théorique, son unilatéralisme et son nationalisme assumés le rapprochent de l'école jacksonienne, telle que définie par Walter Russell Mead. Mais nombre de ses aspects restent difficilement classables. Ses instincts isolationnistes ont, par exemple, été contredits par des décisions plus interventionnistes, comme celle de frapper les forces de Bachar Al-Assad en avril 2017 et avril 2018. Si Donald Trump a aussi vu sa politique décrite comme une forme de réalisme, certaines de ses déclarations dénotent une vision quasi civilisationnelle des conflits mondiaux. En 2018, Barry Posen avait tenté de regrouper ces tendances dans une expression, « l'hégémonie illibérale<sup>12</sup> ». Sous Trump, l'administration américaine ne cherche plus à défendre un ordre et des valeurs libérales mais simplement à assurer sa supériorité militaire et économique sur ses adversaires.

Au-delà des écoles de pensée, l'approche de Donald Trump est celle d'un président populiste, anti-élites, et porteur d'une certaine colère<sup>13</sup>. Il souhaite rompre le *statu quo*, en particulier à l'égard de l'ordre libéral international et des organisations multilatérales. Il remet également en cause l'idée même d'exceptionnalisme américain, déclarant à propos de la politique de Vladimir Poutine : « Il existe beaucoup de meurtriers. Vous pensez que notre pays est tellement innocent ? »

Tout au long du mandat, certains des proches conseillers de Donald Trump ont tenté de théoriser le trumpisme<sup>14</sup>. Les tribunes de H. R.

8. T. Wright, « Trump's 19<sup>th</sup> Century Foreign Policy », *Politico*, 20 janvier 2016, disponible sur : [www.politico.com](http://www.politico.com).

9. R. Wolf, « Donald Trump's Status-Driven Foreign Policy », *Survival*, vol. 59, n° 5, 2017, pp. 99-116.

10. « Transcript of Rona Barrett's 1980 interview of Donald Trump », disponible sur : [www.washingtonpost.com](http://www.washingtonpost.com).

11. « Remarks by President Trump in State of the Union Address », 4 février 2020.

12. B. Posen, « The Rise of Illiberal Hegemony », *Foreign Affairs*, mars/avril 2018.

13. M. Kandel, « Une politique étrangère populiste ? Les États-Unis à l'ère Trump », *Le Débat*, vol. 202, n° 5, 2018, p. 36-48, disponible sur : [www.cairn.info](http://www.cairn.info).

14. M. Anton, « The Trump Doctrine », *Foreign Policy*, 20 avril 2019, disponible sur : [www.foreignpolicy.com](http://www.foreignpolicy.com).

McMaster et Gary Cohn<sup>15</sup>, ou les discours du secrétaire d'État Mike Pompeo<sup>16</sup> ont cherché à apporter nuances et précisions. Mais la pratique a largement suivi les principes édictés par Trump lui-même durant la campagne.

### Une politisation accrue de la politique étrangère américaine

L'action de l'administration Trump se développe dans un contexte d'intenses débats au sein de la droite et du milieu conservateur américain<sup>17</sup>. Le trumpisme est ainsi autant l'inspiration que le produit de ces évolutions profondes. Durant la campagne présidentielle de 2016, le candidat Trump avait su utiliser la colère de sa base électorale vis-à-vis de la guerre en Irak pour attaquer la candidate démocrate, et l'ensemble de la communauté stratégique washingtonienne. Enjeux internationaux et politique intérieure ne faisaient alors qu'un. En déclarant qu'Hillary Clinton cherchait à devenir l'« Angela Merkel américaine<sup>18</sup> », Trump avait su exploiter l'aversion d'une grande partie de l'électorat républicain pour la politique migratoire de la chancelière allemande.

Cette politisation de la politique étrangère trouve peut-être son meilleur symbole dans la volonté d'effacer systématiquement le bilan de l'administration Obama. Véritable fil rouge des années Trump, cet objectif est non seulement une obsession personnelle du président, mais aussi un véritable cri de ralliement pour l'ensemble du Parti républicain depuis la fin des années 2000. Les retraits successifs du Partenariat Trans-Pacifique (TPP), de l'accord de Paris sur le climat, de l'accord sur le nucléaire iranien, ou encore la décision de revenir sur la politique de rapprochement avec Cuba, en sont les plus parfaites illustrations. La volonté de distinguer sa politique de celle d'Obama a également joué dans le choix de Trump de frapper la Syrie après l'utilisation d'armes chimiques, ou encore de livrer des armes à l'Ukraine. En 2020, Donald Trump reste dans une logique de comparaison

### La volonté d'effacer systématiquement le bilan de l'administration Obama

15. G. Cohn et H. R. McMaster, « America First Doesn't Mean America Alone », *The Wall Street Journal*, 30 mai 2017 et G. Cohn et H. R. McMaster, « The Trump Vision for America Abroad », *The New York Times*, 13 juillet 2017.

16. « Restoring the Role of the Nation-State in the Liberal International Order », discours du secrétaire d'État Mike Pompeo au German Marshall Fund of the United States, 4 décembre 2018.

17. 79 % des chrétiens évangélistes blancs ont voté pour Donald Trump en 2016, contre seulement 17 % pour Hillary Clinton. Étant donné leur poids démographique dans les États pivots, leur soutien en novembre 2020 sera crucial pour le candidat républicain. J. Husser, « Why Trump Is Reliant on White Evangelicals », Brookings, 6 avril 2020, disponible sur : [www.brookings.edu](http://www.brookings.edu).

18. Discours de Donald Trump à la Youngstown State University, 15 août 2016.

avec Barack Obama : en pleine épidémie de COVID-19, il qualifie de « désastre complet » la gestion de la grippe H1N1 dix ans plus tôt. Les années Obama ont aggravé la polarisation de l'électorat américain<sup>19</sup>, et ces comparaisons régulières avec son prédécesseur permettent à Donald Trump de rallier les Républicains à sa bannière.

La politique étrangère du président américain ne peut être décorrélée de la politique intérieure et des considérations électorales. Le cas le plus remarquable est celui des chrétiens évangélistes, indispensables à l'élection de Donald Trump<sup>20</sup> et dont la priorité à l'international est le soutien à Israël. La décision, en décembre 2017, de reconnaître Jérusalem comme capitale de l'État hébreu, le plan de paix de janvier 2020, les déclarations appuyées en faveur de la politique de Benjamin Netanyahu répondent directement aux attentes de cet électorat. Le président Trump est également convaincu que sa base est profondément opposée à des interventions militaires longues, alors que les conflits en Irak, en Afghanistan et en Libye sont perçus comme de coûteux échecs<sup>21</sup>. Il a donc promis de mettre fin à certaines interventions militaires américaines. Ce principe de retrait a notamment guidé son approche du conflit syrien, et de la lutte contre l'État islamique.

Enfin, la politique intérieure a largement pesé dans la politique américaine vis-à-vis de la Russie. Dans ce cas précis cependant, elle a joué un rôle d'entrave des instincts trumpistes. Dès son élection, la relation entre Donald Trump et Vladimir Poutine a en effet été au centre de l'attention. Les interférences russes en faveur de Trump lors de la campagne de 2016, confirmées *a posteriori* par les services de renseignement américains et le Sénat, ont plané comme une ombre sur le mandat du président. L'enquête menée par le procureur Robert Mueller a réduit les marges de manœuvre de l'hôte de la Maison-Blanche, et modifié le cours des relations américano-russes. Bien que l'électorat républicain soit devenu, avec Trump, plus

19. Fin 2016, Barack Obama était le président américain le plus clivant politiquement depuis les années 1950. En moyenne, durant son mandat, 81 % des électeurs démocrates avaient une opinion positive du président Obama, tandis que seuls 14 % des Républicains partageaient cette opinion. A. Tyson, « Obama Job Approval Higher, but Views of Him Are Still the Most Polarized in Recent History », Pew Research Center, 28 octobre 2016.

20. 79 % des chrétiens évangélistes blancs ont voté pour Donald Trump en 2016, contre seulement 17 % pour Hillary Clinton. Étant donné leur poids démographique dans les États pivots, leur soutien en novembre 2020 sera crucial pour le candidat républicain. J. Husser, « Why Trump Is Reliant on White Evangelicals », *op.cit.*

21. Donald Trump s'est montré très critique des différentes interventions militaires américaines au Moyen-Orient durant la campagne présidentielle de 2016. Il a, depuis, repris le terme fort de *endless wars* pour qualifier l'implication « sans fin » des États-Unis dans ces conflits. Voir par exemple son deuxième discours sur l'état de l'Union : « Les grandes nations ne mènent pas des guerres sans fin », disponible sur : [www.whitehouse.gov](http://www.whitehouse.gov).

favorable à la Russie<sup>22</sup>, l'espoir d'une relation pacifiée avec Moscou répété durant la campagne de 2016, n'a pas débouché sur une politique plus conciliante dans les principaux sujets de tensions américano-russes. Au contraire, Donald Trump s'est présenté comme ayant une politique particulièrement dure vis-à-vis de la Russie<sup>23</sup>.

### **L'imprévisibilité de Trump à l'épreuve du réel**

Dans la pratique, la personnalité du président joue un rôle de premier ordre dans ses choix politiques. L'administration Trump se caractérise d'abord par son imprévisibilité, qui inquiète les partenaires internationaux autant qu'elle déconcerte les diplomates et les administrations américaines<sup>24</sup>. Les exemples sont ici nombreux. Dans le vol le ramenant du Canada après le sommet du G7 en juin 2018, Donald Trump, agacé par les déclarations de Justin Trudeau, annonce soudainement qu'il retire son soutien au communiqué final. L'annonce du limogeage du secrétaire d'État Rex Tillerson *via* Twitter fut une surprise pour le principal intéressé. Pour Donald Trump, cultiver l'imprévisibilité permet de tenir partenaires et adversaires en garde, et de tirer parti de cette posture en gardant constamment toutes les options sur la table.

Ce climat d'incertitude se nourrit par ailleurs d'une tendance assumée à traiter ensemble les enjeux militaires, économiques, technologiques et politiques dans de grandes négociations. Pour Donald Trump, il s'agit d'établir des transactions globales entre États, où tous les aspects de la relation sont présents et interchangeables. Les tarifs douaniers appliqués à partir de 2018 aux produits de l'acier et de l'aluminium européens, canadiens et mexicains pour « raison de sécurité nationale » en sont un exemple frappant. Les partenaires comme l'Union européenne, plus habitués à travailler « en silo », s'adaptent difficilement à cette approche.

Les alliés traditionnels des États-Unis, en Europe et en Extrême-Orient notamment, sont la cible privilégiée des attaques du président américain. En décembre 2019, le *New York Times* dénombrait 233 tweets attaquant

22. En 2019, 31 % des Républicains interrogés disaient avoir confiance en Vladimir Poutine, contre seulement 15 % en 2014. Voir sur : [www.pewresearch.org](http://www.pewresearch.org). Voir aussi R. Brownstein, « The Russification of the Republican Party », *The Atlantic*, 5 décembre 2019.

23. Voir sur : <https://twitter.com>.

24. J. Dickerson, « Donald Trump Is an Impossible Boss », *The Atlantic*, 8 juin 2017, disponible sur : [www.theatlantic.com](http://www.theatlantic.com).

des nations alliées<sup>25</sup>. On retrouve dans ces invectives les grandes thématiques du trumpisme : les alliés abusent des largesses américaines pour ne pas payer pour leur propre défense, et tirent profit de relations commerciales désavantageuses pour les États-Unis. En dépit des tentatives, notamment françaises et japonaises, de créer une relation personnelle avec le chef d'État américain qui permettrait de limiter les incidents, Donald Trump n'a jamais cessé ses excès diplomatiques à l'encontre des partenaires traditionnels des États-Unis.

### **L'administration *America First***

Dès 2016, la question de la formation de l'équipe de politique étrangère de Donald Trump s'est avérée épineuse. Un grand nombre de Républicains membres de la communauté stratégique de Washington s'étaient opposés à sa candidature<sup>26</sup>. Cet antagonisme originel a joué à plein en faveur de la thèse d'un État profond diplomatique qui chercherait à éteindre le pouvoir présidentiel. Il a également produit deux difficultés : d'abord des contraintes importantes pour les nominations à de nombreux postes au département d'État<sup>27</sup>, parallèlement aux importantes coupes budgétaires mises en œuvre par le secrétaire Rex Tillerson ; puis de très nombreux départs en cours de mandat<sup>28</sup>.

Il ne faut pourtant pas sous-estimer le travail de la diplomatie américaine durant ces années. Un certain nombre de dossiers, loin du regard du président et de la Maison-Blanche, ont pu être gérés de manière traditionnelle. Par ailleurs, certaines décisions ont mis en lumière une certaine inertie de la politique étrangère américaine. En août 2017 par exemple, le président déclarait – à rebours de ses instincts premiers – que ses échanges avec ses conseillers l'avaient convaincu d'augmenter la présence militaire américaine en Afghanistan. Deux ans et demi plus tard, un accord signé avec les Talibans prévoit le rapatriement de soldats américains. Donald Trump pourrait en définitive laisser en Afghanistan à la fin de son mandat le volume de troupes américaines qu'il y avait trouvé...

Enfin, l'administration a présenté avec la « National Security Strategy »<sup>29</sup> (NSS), et surtout la « National Defense Strategy », les priorités stratégiques

25. L. Buchanan *et al.* « How Trump Reshaped the Presidency in Over 11,000 Tweets », *The New York Times*, 2 novembre 2019, disponible sur : [www.nytimes.com](http://www.nytimes.com).

26. « Open Letter on Donald Trump from GOP National Security Leaders », *War on the Rocks*, 2 mars 2016.

27. À la fin de la première année du mandat de Donald Trump, seulement un tiers des postes d'ambassadeurs avaient été attribués. En comparaison, durant la première année de son mandat, Barack Obama avait attribué près de la moitié des 188 postes d'ambassadeurs. D. McManus, « Almost Half the Top Jobs in Trump's State Department Are Still Empty », *The Atlantic*, 4 novembre 2018, disponible sur : [www.theatlantic.com](http://www.theatlantic.com).

28. K. Dunn Tenpas, « Tracking Turnover in the Trump Administration », Brookings mai 2020.

29. Maison-Blanche, « National Security Strategy », 2017, disponible sur : [www.whitehouse.gov](http://www.whitehouse.gov).

de long terme des États-Unis. Ces documents officiels désignent la Chine comme leur seul réel rival dans le monde, et insistent sur la multiplicité des domaines dans lesquels joue cette compétition : militaire, économique, technologique, politique et culturel. La priorité donnée à cette rivalité est d'autant plus importante qu'elle constitue un des rares éléments de consensus entre Républicains et Démocrates.

À ceci s'ajoute cependant le message rassurant porté par les diplomates et représentants américains à l'étranger. En distinguant rhétorique et tweets du président de la « vraie » politique des États-Unis dans le monde, la diplomatie américaine met en lumière le soutien continu aux alliés et l'effort de coopération qui perdure, notamment dans le domaine de la défense. Ce message est reçu plutôt positivement, notamment en Europe centrale et dans les pays baltes, les États-Unis ayant augmenté leur participation aux initiatives de réassurance de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) face à la menace russe durant les premières années du mandat de Trump. Le Congrès a par ailleurs joué un rôle important pour rassurer les alliés quant au respect par Washington de l'article 5 du traité de l'Atlantique nord, et pour renforcer ou mettre en place de nouvelles sanctions à l'encontre de la Russie.

Ce message sous-entend que des officiels expérimentés travaillent à canaliser les instincts les plus excentriques de Donald Trump. Des personnalités comme le général James Mattis soulignent l'importance des alliances, et promeuvent une politique de retenue. Elles se révèlent toutefois impuissantes à peser sur les décisions les plus controversées. En outre, leur temps de survie dans l'entourage du président est relativement court, et à partir de 2018 l'administration s'aligne progressivement sur les principes de l'*America First*<sup>30</sup>. En septembre 2019, alors qu'on lui demande de commenter le renouvellement des conseillers à la Maison-Blanche, le ministre français des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian répond : « La France a un interlocuteur : c'est le président Trump<sup>31</sup>. » L'intervention turque au nord de la Syrie en est alors une illustration éclatante : en dépit des déclarations du Pentagone et des récriminations de plusieurs sénateurs républicains, le président américain décide de laisser faire.

30. Voir par exemple T. Wright, « Trump's Foreign Policy Is No Longer Unpredictable », *Foreign Affairs*, 18 janvier 2019 ; T. Wright, « The Yes-Men Have Taken Over the Trump Administration », *The Atlantic*, 4 novembre 2019, et B. Haddad, « America First au pouvoir », *Politique étrangère*, vol. 83, n° 2, automne 2018, disponible sur : [www.cairn.info](http://www.cairn.info).

31. J. Hubert-Rodier, « Jean-Yves Le Drian plaide pour une diplomatie plus audacieuse », *Les Échos*, 3 septembre 2019.



## Un projet de déconstruction

Le bilan de la politique étrangère de Trump se structure autour de trois piliers, qui découlent directement de la vision populiste ci-dessus présentée.

Tout d'abord, Donald Trump a cherché à se défaire des structures multilatérales qui, à ses yeux, affaiblissaient la souveraineté américaine et allaient à l'encontre des intérêts vitaux des États-Unis. Ce projet de déconstruction est particulièrement clair dès le début de la présidence. En février 2017, le conseiller à la communication du président, Michael Anton, décrivait l'ordre libéral international comme l'ensemble des institutions internationales – Organisation des Nations unies (ONU), OTAN, Banque mondiale... – conçues pour garantir et promouvoir le consensus libéral défendu par les États-Unis et leurs alliés depuis 1945. Ce consensus et ces institutions, guidant les politiques de défense et commerciales mais aussi la politique intérieure, devaient à ses yeux être revus car ne servant plus les intérêts des États-Unis<sup>32</sup>. Presque deux ans plus tard, le secrétaire d'État Mike Pompeo précisait les raisons de l'échec de l'ordre multilatéral, et dans un discours à Bruxelles critiquait la bureaucratie diplomatique pour avoir fait de cet ordre une fin en soi, et pour avoir permis aux adversaires de Washington d'exploiter les organisations internationales à leurs propres fins<sup>33</sup>.

Ainsi, en plus de se retirer des traités signés par l'administration Obama, les États-Unis sont sortis de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, accusés d'être devenus des outils aux mains de pays anti-américains et anti-israéliens. Donald Trump a, par ailleurs, cherché à réduire les contributions financières des États-Unis à l'ONU, et annoncé la suspension de leur contribution à l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en pleine pandémie du COVID-19. En 2019, les États-Unis se sont également retirés du Traité de désarmement sur les forces nucléaires à portées intermédiaire (FNI), en réponse aux violations répétées de ses principes par la Russie.

**Trump s'est présenté  
comme le champion  
d'un élan  
souverainiste**

32. M. Anton, « America and the Liberal International Order », *American Affairs*, n° 1, printemps 2017, p. 113-125.

33. « Restoring the Role of the Nation-State in the Liberal International Order », discours du secrétaire d'État Mike Pompeo au German Marshall Fund of the United States, 4 décembre 2018.

En septembre 2017, devant l'Assemblée générale des Nations unies, Donald Trump s'est présenté comme le champion d'un élan souverainiste dans le monde<sup>34</sup>. Le projet européen, perçu comme l'antithèse de ce « retour au principe de la souveraineté nationale », a ainsi été la cible de ses critiques. En soutenant ouvertement le vote du Brexit, ou en déclarant que l'UE « avait été créée pour pouvoir maltraiter les États-Unis », Donald Trump a rompu avec l'idée que l'intégration européenne bénéficiait aux intérêts américains.

### La recherche de *wins*

Alors qu'elle cherchait à se libérer des contraintes de l'ordre international libéral, l'administration Trump s'est également attelée à obtenir des succès tangibles et rapidement démontrables à son électorat. Le deuxième pilier de la politique étrangère trumpienne a été annoncé par le candidat Trump pendant sa campagne de 2016 : « Nous allons tellement gagner que vous allez être lassés de gagner. »

La lutte contre l'État islamique est une illustration marquante de cette recherche de *wins*. La coalition internationale menée par les États-Unis avait procédé à 33 000 frappes aériennes entre sa création en juin 2014 et février 2019<sup>35</sup>, date à laquelle Donald Trump déclara que le califat avait perdu « 100 % de son territoire », et que les soldats américains pouvaient désormais rentrer. En octobre 2019, il annonça que le leader de l'État islamique Abou Bakr Al-Baghdadi avait été tué lors d'une opération des forces spéciales américaines, rendant ainsi « le monde plus sûr »<sup>36</sup>.

Le même « besoin de victoires » a guidé la réforme du Traité de libre-échange nord-américain (ALENA) avec le Canada et le Mexique de mai 2017 à septembre 2018, ou encore la « guerre commerciale » avec la Chine, censée déboucher en janvier 2020 sur ce que le président américain a présenté comme « le *deal* le plus important au monde »<sup>37</sup>. Certains observateurs ont pointé du doigt le fait que ces deux accords ne constituaient que des succès limités pour l'économie américaine ; mais pour Donald Trump il s'agit avant tout de communication politique. De même présente-t-il la hausse des budgets de la défense des pays membres de

34. Maison-Blanche, « Remarks by President Trump to the 72<sup>nd</sup> Session of the United Nations General Assembly », 19 septembre 2017.

35. « The Global Coalition – Working to Defeat ISIS », Fact Sheet, U.S. Department of State, 6 février 2019.

36. Maison-Blanche, « Remarks by President Trump on the Death of ISIS Leader Abu Bakr al-Baghdadi », 27 octobre 2019.

37. Maison-Blanche, « Remarks by President Trump at Signing of The U.S.-China Phase One Trade Agreement », 15 janvier 2020.

l'OTAN, qui a débuté après l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014 et s'est accélérée après l'élection américaine de 2016, comme le résultat de sa pression sur les alliés depuis le début de son mandat.

Pour autant, certains dossiers n'ont pu aboutir à un quelconque *deal*. Dans le cas de la Corée du Nord, Trump est allé plus loin qu'aucun autre président, en rencontrant Kim Jong-un sans précondition en juin 2018. Un communiqué commun a annoncé une « complète dénucléarisation de la péninsule coréenne », mais celui-ci est resté lettre morte. La politique de « pression maximale » imposée à l'Iran après la sortie des États-Unis de l'accord sur le nucléaire n'a pas non plus conduit aux résultats escomptés. De même, le soutien apporté à l'Arabie Saoudite, d'abord dans le cadre de la montée des tensions avec le Qatar en 2017, puis après le meurtre de Jamal Khashoggi fin 2018, ou encore la reconnaissance officielle du leader de l'opposition vénézuélienne Juan Guaido en janvier 2019, n'ont pas clairement fait progresser les intérêts américains.

Le véritable enjeu du mandat reste cependant celui de la capacité de l'administration à faire évoluer le leadership américain dans le contexte d'une compétition mondiale avec la Chine.

### Un nouveau leadership américain face à la compétition chinoise

Le troisième pilier de la politique trumpienne concerne en effet la transformation du leadership des États-Unis dans le système international. Cette question relie les administrations Obama et Trump, les deux présidents partageant une définition étroite des intérêts américains dans le monde, ainsi que la priorité donnée à la compétition avec la Chine. Comme Barack Obama<sup>38</sup>, Donald Trump souhaite mettre fin au rôle de gendarme du monde assumé par les États-Unis, et redéfinir les termes de leur relation avec les alliés. Ces points communs restent néanmoins bien superficiels au regard d'approches très opposées du leadership américain. Si Barack Obama cherchait à partager le fardeau des responsabilités internationales avec ses alliés, Donald Trump voit les alliances comme un poids entravant la puissance américaine. Obama souhaitait utiliser les institutions multilatérales pour mieux contenir les ambitions chinoises, quand Trump veut s'en libérer au profit d'une confrontation bilatérale avec Pékin.

Sous la présidence Trump, le leadership américain prône « le nationalisme pour tous »<sup>39</sup>. Les pays qui ont une vision positive du président

38. Maison-Blanche, « Remarks by the President in Address to the Nation of Syria », 10 septembre 2013.

39. M. Anton, « The Trump Doctrine », *op. cit.*

américain – Israël, Inde, Pologne ou encore Philippines – sont d’ailleurs des États démocratiques dirigés par des gouvernements partageant un certain nombre de principes illibéraux. Par ailleurs, si les États-Unis désignent la Chine et la Russie comme leurs principaux compétiteurs dans le monde, Donald Trump a régulièrement loué les qualités des présidents Poutine et Xi.

Au-delà de ces fondements idéologiques, c’est la compétition géopolitique avec la Chine qui guide la redéfinition du leadership international des États-Unis sous Donald Trump. Les nouvelles règles du jeu ont été parfaitement résumées par Wess Mitchell, alors secrétaire d’État adjoint en charge de l’Europe : « Nous attendons de ceux que l’Amérique aide qu’ils ne soient pas complices de nos rivaux<sup>40</sup>. » En un mot, les alliés des États-Unis doivent désormais choisir entre Washington et Pékin. L’administration Trump est particulièrement inquiète de la « politique de la dette » chinoise qui, *via* d’importants prêts à des pays ayant besoin d’investissements, permet à Pékin d’élargir son influence<sup>41</sup>. La capacité de l’administration américaine à peser sur les choix de ses partenaires – dans le domaine de la 5G, du contrôle des investissements ou de la coopération scientifique notamment – reste cependant à vérifier. Et tout l’enjeu, pour l’administration Trump, est désormais de traduire sa politique d’affaiblissement des organisations multilatérales, de « transactionalisme » et de promotion du nationalisme économique, en un programme favorable à la coopération face au défi chinois.

\* \* \*

L’impact de la présidence de Donald Trump sur le cours de la politique étrangère des États-Unis et le rôle des États-Unis dans le monde ne doit donc pas être sous-estimé.

À court terme, la crise du COVID-19 et le choc géopolitique et économique mondial qu’elle entraînera, constitueront un test pour le leadership américain et la capacité de Washington à renforcer sa position face à Pékin. Pour Donald Trump, cette crise conforte les principes directeurs de sa politique étrangère depuis 2017 : elle a confirmé le besoin d’un repli national alors que l’interdépendance économique et technologique a fortement fragilisé les États-Unis ; elle a démontré l’inutilité des organisations internationales que Trump voit plus que jamais à la main des rivaux

40. A. Wess Mitchell, « Winning the Competition for Influence in Central and Eastern Europe », Discours à l’Atlantic Council, 19 octobre 2018, disponible sur : [www.atlanticcouncil.org](http://www.atlanticcouncil.org).

41. Maison-Blanche, « Remarks by Vice President Pence on the Administration’s Policy toward China », 4 octobre 2018.

des États-Unis ; elle a révélé la centralité de la compétition sino-américaine dans le monde.

À plus long terme, et au-delà de la perspective d'un second mandat qui ne manquerait pas de renforcer Donald Trump dans ses convictions, le trumpisme peut-il survivre à Trump<sup>42</sup> ? Le président est bien la pierre angulaire de la politique étrangère *America First*, et reste porteur d'un style et d'instincts singuliers au sein des communautés politiques et stratégiques américaines. Le trumpisme n'a pas su s'institutionnaliser durant ce mandat, et les contradictions entre les instincts du président et les administrations restent profondes<sup>43</sup>. Néanmoins, sa communication et ses méthodes se sont déjà propagées aux États-Unis, et bien au-delà des frontières américaines. Les tendances politiques et économiques qui l'ont amené au pouvoir pourraient bien se voir récupérées par d'éventuels héritiers.




---

### Mots clés

Politique étrangère américaine  
Donald Trump  
Populisme  
Isolationnisme

---

42. A. De Hoop Scheffer, « L'Europe doit l'admettre, le Trumpisme survivra à Trump », *Le Monde*, 7 novembre 2017.

43. D. W. Drezner, « Present at the Destruction: The Trump Administration and the Foreign Policy Bureaucracy », *The Journal of Politics*, vol. 81, n° 2, 2019, p. 723-730.

## Découvrez nos nouvelles offres d'abonnement sur le site [www.revues.armand-colin.com](http://www.revues.armand-colin.com)

- ✓ Bénéficiez de services exclusifs sur le portail de notre diffuseur
- ✓ Accédez gratuitement à l'ensemble des articles parus depuis 2007
- ✓ Choisissez la formule papier + numérique ou e-only



### TARIFS 2020

#### ► S'abonner à la revue

		France TTC	Étranger HT*
<b>Particuliers</b>	papier + numérique	■ 80,00 €	■ 100,00 €
	e-only	■ 65,00 €	■ 80,00 €
<b>Institutions</b>	papier + numérique	■ 175,00 €	■ 195,00 €
	e-only	■ 130,00 €	■ 150,00 €
<b>Étudiants**</b>	papier + numérique	■ 70,00 €	■ 75,00 €
	e-only	■ 50,00 €	■ 55,00 €

\* Pour bénéficier du tarif **Étranger HT** et être exonéré de la TVA à 2,1 %, merci de nous fournir un numéro intra-communautaire

\*\* Tarif exclusivement réservé aux étudiants sur présentation d'un justificatif

#### ► Acheter un numéro de la revue

	Tarif	Numéro (format X-20XX)	Quantité
<b>Numéro récent (à partir de 2014)</b>	■ 23,00 €	.....	.....
<b>Numéro antérieur à 2014</b>	■ 20,00 €	.....	.....
<b>TOTAL DE MA COMMANDE</b>			..... €

### Bon de commande à retourner à :

DUNOD ÉDITEUR - Service Clients - 11, rue Paul Bert - CS 30024 - 92247 Malakoff cedex, France  
Tél. 0 820 800 500 - Fax. 01 41 23 67 35 - Étranger +33 (0)1 41 23 66 00 - [revues@armand-colin.com](mailto:revues@armand-colin.com)

### Adresse de livraison

Raison sociale : .....

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : |\_|\_|\_|\_| Ville : ..... Pays : .....

Courriel : .....@.....

### Règlement à l'ordre de Dunod Éditeur

- Par chèque à la commande
- À réception de facture (institutions uniquement)
- Par mandat administratif (institutions uniquement)

Date : \_\_/\_\_/\_\_\_\_

Signature (obligatoire)

### Je souhaite effectuer mes démarches en ligne ou par courriel/téléphone

- ✓ Je me connecte au site [www.revues.armand-colin.com](http://www.revues.armand-colin.com), onglet « ÉCO & SC. POLITIQUE »
- ✓ Je contacte le service clients à l'adresse [revues@armand-colin.com](mailto:revues@armand-colin.com) ou au 0 820 065 095

En vous abonnant, vous consentez à ce que Dunod Editeur traitent vos données à caractère personnel pour la bonne gestion de votre abonnement et afin de vous permettre de bénéficier de ses nouveautés et actualités liées à votre activité. Vos données sont conservées en fonction de leur nature pour une durée conforme aux exigences légales. Vous pouvez retirer votre consentement, exercer vos droits d'accès, de rectification, d'opposition, de portabilité, ou encore définir le sort de vos données après votre décès en adressant votre demande à [infos@dunod.com](mailto:infos@dunod.com), sous réserve de justifier de votre identité ou, à l'autorité de contrôle. Pour en savoir plus, consultez notre Charte Données Personnelles <https://www.revues.armand-colin.com/donnees-personnelles>. Toute commande implique que vous ayez préalablement pris connaissance des conditions générales d'abonnement sur notre site : <https://www.revues.armand-colin.com/cga>

